

PRÉFECTURE DU VAR

DIRECTION DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITES LOCALES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT
DES AFFAIRES MARITIMES ET
DU TOURISME

REF à RAPPELER : GD

☎ : 04.94.18.84.17

Gerard.DUVIVIER@var.pref.gouv.fr

D
✓

ARRETE MODIFIANT L'AUTORISATION DE FONCTIONNER
DE L'USINE D'INCINERATION DES ORDURES MENAGERES
EXPLOITEE PAR LA COMPAGNIE DE CHAUFFAGE URBAIN DE L'AIRE
TOULONNAISE (C.C.U.A.T.)
- COMMUNE DE TOULON -

Le Préfet, Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'Environnement (partie législative),

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée par le livre V du code précité

VU le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié pris pour l'application de l'article 2 de la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, codifiée par le livre Ier du même code,

VU les arrêtés préfectoraux des 17 et 21 juillet 1986 autorisant la compagnie de chauffage urbain de l'aire toulonnaise (C.C.U.A.T.) à exploiter une usine d'incinération des ordures ménagères et autres résidus urbains, quartier Lagoubran à TOULON, pour le compte du syndicat intercommunal de transport et de traitement des ordures ménagères de l'aire toulonnaise (SITTOMAT), modifiés par les arrêtés des 15 juillet 1988, 21 septembre et 24 décembre 1993, 20 mars 1995, 24 juillet et 6 septembre 1996, 7 novembre 1997 et 12 septembre 2002.

VU la demande du 14 octobre 2002, présentée par la Compagnie de Chauffage Urbain de l'Aire Toulonnaise (CCUAT), relative à la modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 24 décembre 1993 portant autorisation d'incinérer des déchets hospitaliers contaminés.

.../...

VU l'avis de l'Inspecteur des installations classées auprès de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement du 7 janvier 2003 proposant des prescriptions complémentaires.

VU l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 9 avril 2003.

Considérant qu'il convient de prendre en compte l'évolution des capacités techniques de l'unité d'incinération en matière d'élimination des déchets hospitaliers.

SUR PROPOSITION du Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,

ARRETE :

ARTICLE 1: L'article II paragraphes 6) et 7) de l'arrêté préfectoral, du 24 décembre 1993, par lequel la Compagnie de Chauffage Urbain de l'Aire Toulonnaise a été autorisée à incinérer des déchets hospitaliers dans son usine de LAGOUBRAN à TOULON est modifié comme suit :

6) Exploitation

Les déchets hospitaliers et assimilés à risque ne peuvent être enfournés que dans les fours n° 2 (12 t/h) et 3 (14 t/h).

L'enfournement des déchets hospitaliers et des ordures ménagères se faisant au niveau de la même trémie de chaque four, l'opération de vidage des conteneurs sera asservie au fonctionnement du grappin apportant les ordures ménagères afin d'éviter tout risque de collision.

L'exploitation se fait de telle sorte que les déchets hospitaliers soient introduits périodiquement dans le four, afin d'assurer l'homogénéité de la charge et de moduler le P.C.I.

Un dispositif ou une procédure permettant de limiter la cadence d'introduction des déchets hospitaliers sera mis en place afin de garantir en permanence le strict respect du quota de 10 % (la quantité de déchets hospitaliers introduite dans chaque four ne doit pas représenter plus de 10 % de la quantité d'ordures ménagères introduite au même moment dans le même four).

7) Combustion

Avant tout enfournement de déchets hospitaliers, il conviendra de s'assurer du caractère optimal de la combustion (on n'incinèrera jamais de déchets hospitaliers pendant les phases de démarrage ou d'extinction du four).

.../...

Chacun des deux fours utilisés pour l'incinération des déchets hospitaliers (four n° 3 et four n° 2) sera équipé d'appareils de mesure en continu, avec enregistrement, de la température, de la teneur en monoxyde de carbone et en oxygène, des gaz de combustion.

Un système automatique ne devra permettre l'enfournement des déchets hospitaliers que si :

- la teneur en CO (monoxyde de carbone) est inférieure à 100 mg/Nm^3 sur gaz sec à 9 % de CO_2 ou 11 % de O_2 ;
- la température de l'ensemble des gaz de combustion, contrôlée en continu, est supérieure à 850°C .

La teneur en imbrûlés dans les mâchefers, mesurée sur les produits secs, est limitée en permanence à 3 %. Cette teneur est vérifiée au moins trimestriellement. Il est également procédé trimestriellement à une analyse bactériologique des mâchefers. Les résultats de ces contrôles sont adressés à l'Inspecteur des installations classées.

L'exploitant doit enregistrer les dates et heures d'introduction de déchets hospitaliers dans chacun des 2 fours et la température du four correspondant au moment de cette introduction.

Ces données sont tenues à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

ARTICLE 2 : les nouvelles prescriptions ci-dessus sont applicables dès la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 : une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de TOULON et pourra y être consultée.

Un extrait dudit arrêté, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

.../...

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'acte

par les tiers, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte

ARTICLE 4 : l'exploitant devra toujours être en possession de l'arrêté d'autorisation et sera tenu de le présenter à toutes réquisition.

ARTICLE 5 : les droits des tiers restent et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 6 :

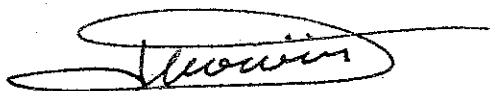
Le Secrétaire Général de la Préfecture du VAR,
le Maire de TOULON,
le Président du SITTOMAT,
l'Inspecteur des installations classées auprès de la direction régionale de l'industrie,
de la recherche et de l'environnement
le directeur départemental de la sécurité publique
le directeur de la compagnie de chauffage urbain de l'aire toulonnaise
sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation sera également adressée
à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt
à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales
à la direction départementale des services d'incendie et de secours
à la direction départementale du travail de l'emploi et de la formation professionnelle

TOULON, le 10 juin 2003

Pour le Préfet,
et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture
Signé : Jean-Luc NEVACHE

Pour ampliation
Pour le Préfet,
et par délégation
le Chef du Bureau de l'Environnement
des Affaires Maritimes et du Tourisme par intérim



G. DUVIVIER